



Recep Tayyip Erdogan, acteur stratégique du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas

Par Delphine Minoui, correspondante à Istanbul

Il y a 1 jour

Turquie Gaza Israël



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, pose avec l'accord de cessez-le-feu signé lors d'un sommet visant à mettre fin à la guerre au Proche-Orient, à Charm el-Cheikh en Égypte, le 13 octobre 2025. *Suzanne Plunkett / REUTERS*

DÉCRYPTAGE - Fidèle à son rôle d'équilibriste, le président turc s'est imposé comme un acteur clé de l'accord de paix à Gaza.

Encore un cliché historique sur lequel Recep Tayyip Erdogan a réussi à se positionner. Ce lundi 13 octobre, c'est sous les caméras du monde entier que le président turc a cosigné à Charm el-Cheikh l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, parrainé par les États-Unis, le Qatar et la Turquie. Assis à la gauche de Donald Trump, et à l'extrême opposé de l'émir Tamim Ben Hamad al-Thani et du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, il affiche un sourire à la fois discret et satisfait. Le chemin fut long et périlleux : un enchaînement de tentatives avortées et

d'exercices d'équilibrisme pour ce « reis » réputé proche du Hamas, mais soucieux de maintenir ses liens commerciaux avec Israël et de soigner sa relation avec le président américain.

Quelques jours après l'attaque du 7 octobre 2023, Erdogan fut l'un des premiers à tenter une médiation. À l'époque, le chef de l'État turc entend profiter de son statut privilégié pour lancer un « processus de négociation ». Fervent défenseur de la cause palestinienne, il entretient de bons rapports avec les leaders du mouvement islamiste du Hamas, qu'il refuse de qualifier de groupe terroriste, et a reçu plusieurs fois son leader politique d'alors, Ismaël Haniyeh (assassiné en juillet 2024 à Téhéran). Le président islamo-nationaliste turc est aussi dans un processus de rapprochement avec Israël : après une décennie de brouille, causée par l'assaut militaire, en 2010, contre le navire humanitaire turc *Mavi Marmara* qui tentait de briser le blocus de Gaza, il rencontre Benyamin Netanyahu, fin septembre 2023, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. L'occasion, aussi, de renforcer les relations économiques entre les deux pays. Mais la violence de la riposte militaire israélienne sur l'enclave palestinienne, en représailles à l'attaque du Hamas du 7 octobre, rend vite caduque toute possibilité de discussion.

Deux ans - et plus de 67.000 morts gazaouis - plus tard, la Turquie réapparaît sur l'échiquier comme médiateur incontournable aux négociations de paix. C'est vraisemblablement lors de sa visite, fin septembre, à la Maison-Blanche, que tout s'est enclenché. Après quatre années compliquées avec l'Administration Biden, Erdogan est reçu pendant plus de deux heures dans le Bureau ovale. La rencontre est décisive : parmi les sujets abordés, Donald Trump lui demande de convaincre le Hamas d'accepter un cessez-le-feu. *« L'Administration Biden avait mis la Turquie à l'écart, en partie à cause des objections israéliennes et en partie à cause de ses propres relations tendues avec Erdogan. Trump a modifié ce calcul, passant probablement outre la résistance israélienne visant à impliquer la Turquie. L'affaiblissement du Hamas et l'isolement régional croissant d'Israël ont également ouvert la voie à l'implication d'Ankara »*, estime Gönül Tol, directrice du programme Turquie au sein du Middle East Institute, dans une publication sur sa page X.

Série de tractations

Commence alors une série de tractations menées par Ibrahim Kalin, fidèle homme de confiance d'Erdogan et chef des renseignements turcs. Ce dernier met d'abord le cap sur le Qatar, puis s'envole la semaine passée vers Le Caire afin de poser les

fondations du sommet de Charm el-Cheikh. Selon un responsable du gouvernement turc, cité par la presse internationale, cette conférence a néanmoins failli ne pas avoir lieu : Erdogan aurait menacé à la dernière minute de ne pas faire le déplacement si Benjamin Netanyahu, qu'il accuse ouvertement de « *pratique génocidaire* », s'y rendait aussi.

Une fois de plus, le « Sultan » d'Ankara est parvenu à se réimposer au cœur du jeu diplomatique régional, tout en renouant avec l'Administration américaine. Avec, en ligne de fond, des objectifs stratégiques bien précis : réintégrer le programme d'avions de chasse américains F-35, dont la Turquie a été exclue en 2019 après l'achat de missiles russes S-400, et acquérir de nouveaux F-16 ainsi que des moteurs de GE Aerospace pour son avion de chasse national Kaan. Sur le plan intérieur, Erdogan espère également capitaliser sur sa posture internationale afin de détourner l'attention de la crise économique et de la répression politique dont le maire d'Istanbul, toujours derrière les barreaux, fait les frais.

Au-delà du cessez-le-feu, la Turquie s'est d'ores et déjà engagée à intensifier son aide humanitaire à Gaza. Avant son départ pour Charm el-Cheikh, Recep Tayyip Erdogan a annoncé l'entrée, dès dimanche, de 716 camions d'aide turcs dans l'enclave palestinienne. Ankara ambitionne aussi de jouer un rôle de taille dans la reconstruction de ce territoire décimé, qui permettrait d'offrir de gros contrats aux entreprises de BTP.

« *Je crois qu'un financement significatif pour les projets préparés par l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue arabe sera rapidement débloqué* », a annoncé le président turc, dans son avion qui le ramenait ce mardi 14 octobre à Ankara. En revanche, l'éventuelle implication de l'armée turque, également membre de l'Otan, dans une future « force internationale de stabilisation » promise par le plan Trump, est loin d'être du goût de Netanyahu. Mais Erdogan, dont les concitoyens sont très sensibles à la cause palestinienne, a déjà averti : « *Si cela se transforme à nouveau en génocide, Israël sait que les conséquences seront graves.* »

La rédaction vous conseille

- **Flottille pour Gaza : la Turquie porte secours à l'un des bateaux en panne**
- **Cessez-le-feu à Gaza : à Khan Younes et Ramallah, les prisonniers palestiniens accueillis comme des héros**
- **Proche-Orient : la méthode Trump, outrancière et directe, s'impose face à l'approche multilatérale de Macron**

Sur le même thème

«Je n'ai jamais été autant lu que depuis mon emprisonnement» : Ahmet Altan, l'opposant féroce d'Erdogan 🇫🇷

« Il a abusé de leur naïveté » : deux jeunes Françaises, accusées d'avoir transporté du cannabis dans leurs valises, risquent 16 ans de prison en Turquie 🇫🇷

Drones, missiles, avions de chasse : la Turquie sur le chemin de la puissance militaire 🇫🇷

Les images cocasses du naufrage d'un yacht de luxe, quinze minutes à peine après sa mise à l'eau



«La compagnie est en pleine forme» : l'appétit croissant de Turkish Airlines en Europe 🇫🇷

Notre critique de *Confidente*, un cinglant et magistral thriller confiné

Turquie, Albanie, Grèce : les images impressionnantes des feux qui consomment à nouveau le sud de l'Europe

 [VISUALISER LE DIAPORAMA](#)

« Il n'y a jamais eu d'État de droit ni de démocratie en Turquie » : Ahmet Altan, accusé de soutien aux putschistes de 2016 🇫🇷

Turquie : «Derrière l'arrestation de journalistes accusés de blasphème, la dérive islamiste d'Erdogan» 🇫🇷

Arménie : «Face à l'offensive coordonnée panturquiste, les contradictions de la diplomatie française» 🇫🇷

